



Old buildings have answers for the biggest questions of our generation. We penned that statement recently as a tag line for our conference on heritage and the environment, but it works equally well as a slogan for fixing the economy.

In fact, one stimulus measure introduced in the last Federal Budget recognizes the importance of Canada's cultural heritage and tourism sectors as means for stimulating growth: the National Historic Sites of Canada Cost-Sharing Program was temporarily renewed with a budget of \$20 million over 4 years. The program provides up to \$1,000,000 toward the presentation and conservation of National Historic Sites. Funding is already being announced for National Historic Sites like the Dominion Exhibition Display Building II in Brandon, Manitoba—previously named to HCF's Endangered Places List. As of August 2009, 127 applications have been received, seeking a total of \$38 million in stimulus that would leverage an impressive \$180 million in construction investment. Unfortunately, this year, less than one-quarter of the demand will be given financial support since only \$8 million in stimulus funding will be available.

A second measure, the Home Renovation Tax Credit is a great model for a more substantial tax credit targeting the rehabilitation of revenue-generating historic buildings. In fact, such a program was introduced in the United States as a stimulus measure in 1976, and continues to be recognized for its ongoing success at stimulating private investment and revitalizing communities.

The rehabilitation of historic buildings and sites creates new jobs and stimulates spending with significantly less environmental impact than other stimulus measures. This kind of investment is much needed: Canada has lost more than 20 percent of its pre-1920 heritage buildings to demolition over the last 30 years, despite polls that consistently show Canadians care deeply about these places. You can make a difference! Tell your MP that funding and incentives for heritage buildings can help leverage private sector investment and kick-start viable and sustainable futures for Canada's historic places. For more information, and to see HCF's latest recommendations to the House of Commons Standing Committee on Finance, see www.heritagecanada.org.

Les vieux immeubles ont les réponses aux plus grandes questions de notre génération. Nous avons utilisé cette formule comme énoncé situant notre conférence sur le patrimoine et l'environnement, mais elle est tout aussi pertinente face aux problèmes de l'économie.

Une des mesures de stimulation prévues dans le dernier budget fédéral reconnaît d'ailleurs l'importance des secteurs canadiens du patrimoine culturel et du tourisme comme sources de croissance économique : le Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux du Canada a été provisoirement renouvelé et doté de 20 millions de dollars sur quatre ans. Le programme verse jusqu'à 1 million de dollars pour la mise en valeur et la conservation de lieux historiques nationaux. Des fonds ont déjà été annoncés pour des lieux historiques nationaux comme le bâtiment n° II de l'exposition du Dominion à Brandon (Manitoba) – qui figurait au palmarès des sites menacés de la FHC. En août 2009, 127 demandes avaient été reçues pour 38 millions de dollars à titre de fonds de stimulation, pour permettre un investissement impressionnant de 180 millions de dollars en travaux de construction. Malheureusement, seulement 8 millions de dollars seront disponibles cette année, de sorte que moins du quart de la demande pourra être comblée.

Une deuxième mesure, le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire, est un excellent modèle pour le crédit fiscal plus important visant la réhabilitation de bâtiments historiques produisant des revenus. Un tel programme a été lancé en 1976 aux États-Unis, et il continue d'être reconnu pour son efficacité à stimuler l'investissement privé et la revitalisation des collectivités.

La remise en état de bâtiments et lieux historiques crée de nouveaux emplois et stimule les dépenses tout en produisant sensiblement moins de répercussions environnementales que d'autres mesures de stimulation. Ce genre d'investissement est bien nécessaire : depuis 30 ans, le Canada a perdu plus de 20 % de ses bâtiments patrimoniaux d'avant 1920 même si les sondages indiquent sans cesse que les Canadiens sont profondément attachés à ces immeubles. Vous pouvez aider à changer les choses! Dites à votre député que des subventions et des mesures incitatives visant les bâtiments patrimoniaux peuvent susciter des investissements du secteur privé et ouvrir la voie à de nouvelles perspectives d'avenir viables et durables pour les lieux historiques du Canada. Pour de plus amples renseignements et pour prendre connaissance des plus récentes recommandations de la FHC au Comité permanent des finances de la Chambre des communes, rendez-vous à www.heritagecanada.org.

